



L'open data comme nouvelle forme de gouvernance numérique : enjeux, marchés, modèles, idéologies.

Alain van Cuyck

► To cite this version:

Alain van Cuyck. L'open data comme nouvelle forme de gouvernance numérique : enjeux, marchés, modèles, idéologies.. XIX^e colloque international franco-roumain " Culture et Responsabilité sociale dans la communication des organisations ", Mar 2013, Bucarest, Roumanie. hal-00963337

HAL Id: hal-00963337

<https://hal.science/hal-00963337>

Submitted on 21 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'open data comme nouvelle forme de gouvernance numérique : enjeux, marchés, modèles, idéologies.

Résumé

Le phénomène de l'open data, ouvrant les données numériques des administrations à l'espace public, s'est développé très rapidement aux Etats Unis avant de gagner l'Angleterre, la France et de nombreux autres paysⁱ. Pour Tim Berner Leeⁱⁱ le phénomène de l'open data devrait constituer le futur logique des développements du web 2.0. Il s'est développé très rapidement aux Etats Unis avant de gagner l'Angleterre, la France et l'ensemble des pays européens. A l'heure où 94 % de notre mémoire est devenue numérique, et où la question de l'éco-citoyennetéⁱⁱⁱ est devenue incontournable, la question des ressources informationnelles devient centrale pour la survie et la gouvernance des sociétés d'inspiration démocratique dont l'un des piliers sera celui de la « soutenabilité » numérique. C'est à la discussion des questions portant sur les enjeux, marchés, modèles et idéologies de l'open data que se consacrera cet article.

Mots clés : open data / E. gouvernance / marché numérique / paradigmes et idéologies numériques.

Key word : open data . E. Gouvernance / Numéric Market / Numeric idéology and paradigm

Introduction : le temps du big data

Avant d'entrer plus finement dans l'exploration du phénomène open data, il faut d'abord le resituer dans le contexte plus large de l'explosion des données et du numérique dans nos sociétés, explosion à laquelle est associée l'expression « big data ».

Selon le livre blanc sur l'open data, 94 % de notre mémoire serait devenue numérique. Selon le blog consacré à l'open data par « orange innovation », les données actuelles représenteraient 800 milliards de Gigaoctets, soit l'équivalent de 50 milliards d'I-pads remplis.

Enfin, wikipédia citant une étude IDC sponsorisée par EMC Gartner, estime que « les données numériques créées dans le monde seraient passées de 1,2 zettaoctets par an en 2010 à 1,8 zettaoctets en 2011, puis 2,8 zettaoctets en 2012^{iv} et s'élèveront à 40 zettaoctets en 2020^v. A titre d'exemple, Twitter génère à l'heure actuelle 7 teraoctets de données chaque jour et Facebook 10 teraoctets ». A titre d'indication un gigaoctet représente 10^9 octets, un téraoctet en représente 10^{12} et un zétaoctet en représente 10^{21} , un octet étant composé de huit chiffres binaires.

Mais le problème est que ces données sont souvent éparées, incompatibles les unes par rapport aux autres, d'où l'idée de croiser toutes ces données en les rendant accessibles par tous, d'où le terme générique d'open data, initié par Tim Berner Lee, pour lequel « le phénomène des open data devrait constituer le futur logique des développements du web 2.0^{vi} ».

Les Etats fournisseurs de données publiques

Dans cette perspective, les Etats et leurs administrations sont devenus de véritables « data provider », générant d'innombrables données publiques devenant ainsi producteurs d'information. Encore faut-il centraliser ces données et les mettre à disposition du public. Le premier site regroupant des données gouvernementales fut le site data.gov aux Etats-Unis dès 2009, expérience suivie par un certain nombre d'états tels que data.gov.uk en Grande Bretagne, data.gov.au en Australie, cat.open.org.nz en Nouvelle Zélande ou encore data.gov.fr en France.

Le site américain data.gov recensait ainsi en janvier 2013 les sources de 39 états américains, 30 cités et comtés couvrant, hormis quelques états, la totalité du territoire américain.



Source : www.data.gov

En janvier 2013 on comptait 42 pays et 4 institutions internationales (Union Européenne, OCDE, Nations Unies et la Banque Mondiale) ayant officiellement ouverts leurs données à l'espace public numérique mondial.



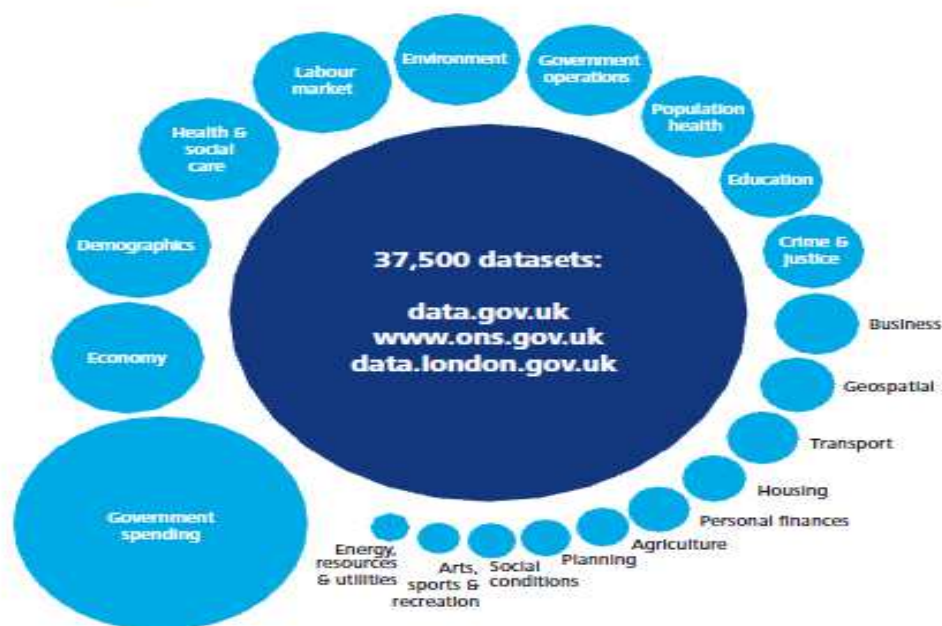
Source

source : www.data.gov

En Angleterre, le site data.gov.uk répertoriait 37500 bases de données publiques portant sur les actions gouvernementales, les indicateurs économiques, démographiques, transport, arts, sports, ressources énergétiques etc.

Figure 2. What categories of open government data are available?

The current supply of open government data was measured by counting the number of datasets available to businesses on the UK's three largest open data portals: <http://data.gov.uk>, <http://www.ons.gov.uk> and <http://data.london.gov.uk>. When compared with the central bubble in the diagram, the area of each surrounding bubble is proportional to the number of datasets of that category which are available.¹

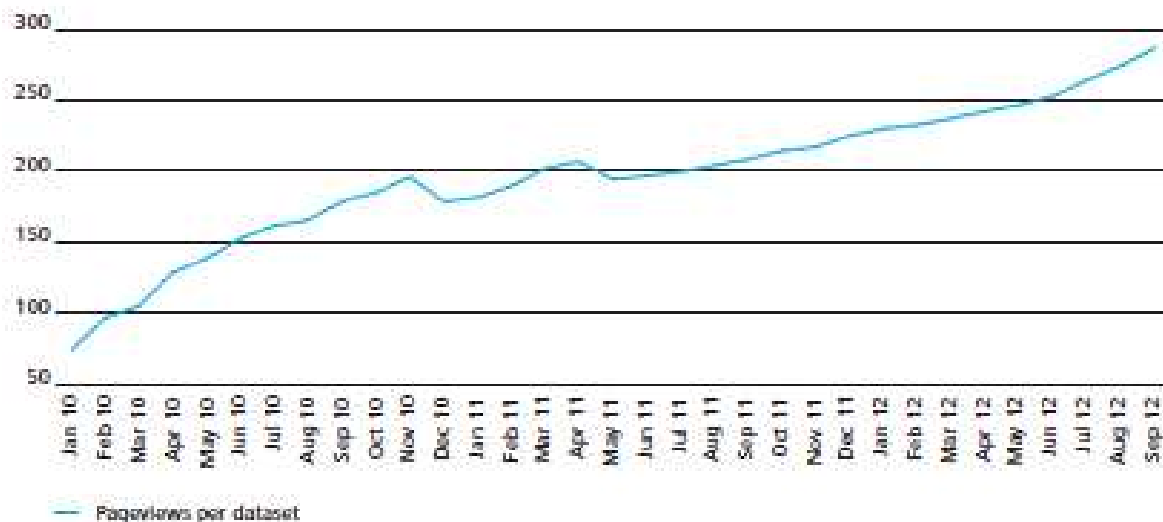


Source: data.gov.uk, www.ons.gov.uk, data.london.gov.uk, Deloitte LLP/ODI analysts

Source : data.gov.uk

Ce site ouvert en janvier 2010 connaît un taux de fréquentation en progression continue de pages vues par type de bases, passant d'un taux de 65 pages vues en début 2010 à presque 300 en septembre 2012, ce qui démontre le décollage et l'utilisation croissante de la consultation des données publiques sur l'espace numérique anglais.

Figure 3. Average level of demand for open data on data.gov.uk



Source: data.gov.uk, Deloitte LLP/ODI analysis

Source : data.gov.uk

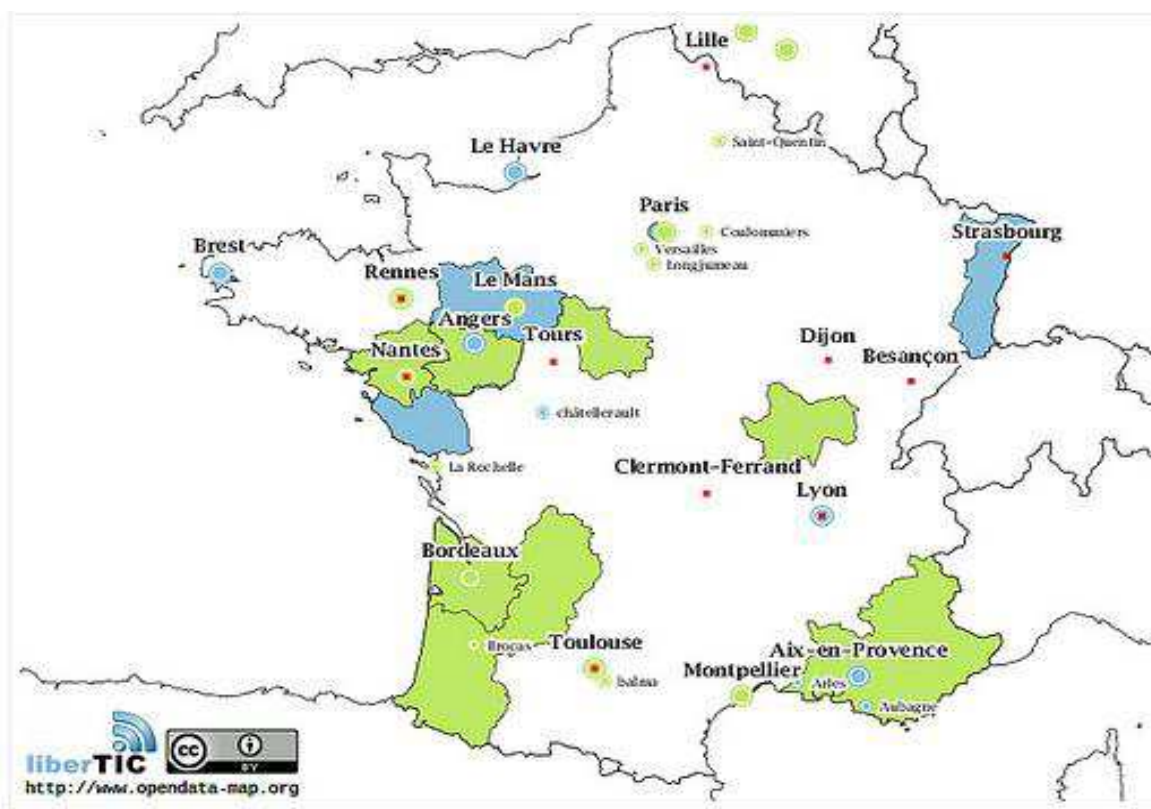
En France : data.gouv.fr

L'ouverture des données publiques s'est d'abord fondée sur la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative au droit d'accès aux documents administratifs. Le droit d'accès aux documents administratifs a été reconnu ensuite comme une « liberté publique » par le Conseil d'État (CE, 29 avril 2002, U., n° 228830). En 2003, la directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public, transposée par l'ordonnance du 6 juin 2005 et le décret du 30 décembre 2005, a facilité la réutilisation des documents existants détenus par des organismes du secteur public. En outre le décret n° 2011-577 du 26 mai 2011 relatif à la réutilisation des informations publiques détenues par l'Etat et ses établissements publics administratifs a posé le principe de la gratuité du droit à réutilisation.

Enfin le 21 février 2011, le décret n° 2011-194 portait sur la constitution d'une mission «Etalab», chargée de la création d'un portail unique interministériel des données publiques a permis la création du site « data.gouv.fr » entérinée par décret au JO du 22 février 2011.

Au 11 juillet ce site recensait 354 894 jeux de données publiques sur data.gouv.fr, avec un forum et une communauté.

Ce processus se développe également au niveau des collectivités locales que ce soient des villes, des départements des régions. Si il n'en est encore qu'à un niveau émergent, il s'impose cependant comme un mouvement irréversible, notamment au vu des contraintes fixées par la loi de l'ouverture des données. La carte ci-dessous répertorie les projets déjà lancés par les villes et les territoires en vert et ceux en projet en bleu. Les points en rouge recensent la présence d'associations citoyennes en faveur du mouvement des open data.



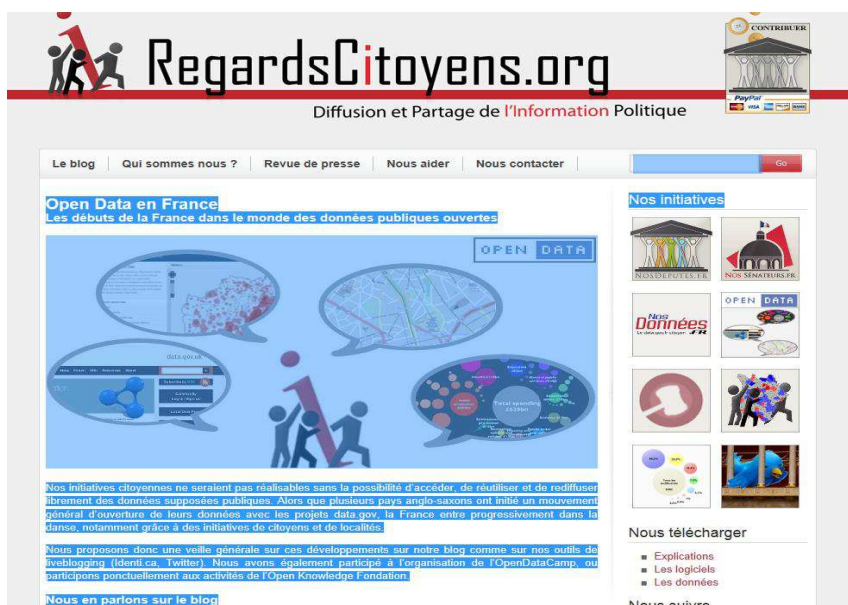
Source libertic <http://libertic.wordpress.com/2012/01/02/carte-de-france-de-lopen-data-v4>

A Paris, le lancement du programme de l'open data a déjà permis de mettre en ligne des données telles que les résultats du second tour des législatives, les étiquettes énergétiques des bâtiments municipaux, la liste des places de livraison, la liste des marchés de quartier, les volumes d'eau distribués etc... De plus au site est accolée un forum de discussion sur l'open data dans la perspective d'une citoyenneté délibérative et participative, sous la rubrique «Construisons ensemble ce projet». On citera également la ville de Rennes qui dès l'origine a été pionnière dans ce domaine.



Source : http://opendata.paris.fr/opendata/jsp/site/Portal.jsp?page_id=5

L'ouverture des données publiques correspond également à une diffusion plus grande de l'information vis-à-vis des citoyens, souvent portés par des associations militantes. L'exemple en est donné par « RegardsCitoyens.org » qui d'une part publie l'activité des hommes politiques français (présences dans les hémicycles de l'Assemblée Nationale et du Sénat, les textes de lois votés...) ainsi que la liste du découpage électoral et qui d'autre part appelle à une plus grande transparence, à plus de citoyenneté, tout en se définissant comme une association militante pour l'open data citoyen.



Source : <http://www.regardscitoyens.org/>

Le marché de l'open data : un enjeu économique

En 2006, l'étude MEPSIR (*Measuring European Public Sector Information Re-Use*) évoquait un marché européen de l'open data avoisinant les 30 milliards d'euros^{vii}. Dans un rapport de 2009, la commission européenne évaluait à 27 billions d'euros la valeur des données du marché du secteur public^{viii}. Quant au marché de l'open data en France, selon le site pro-01.net, celui-ci représenterait à terme un marché de près de 50 milliards d'euros^{ix}.

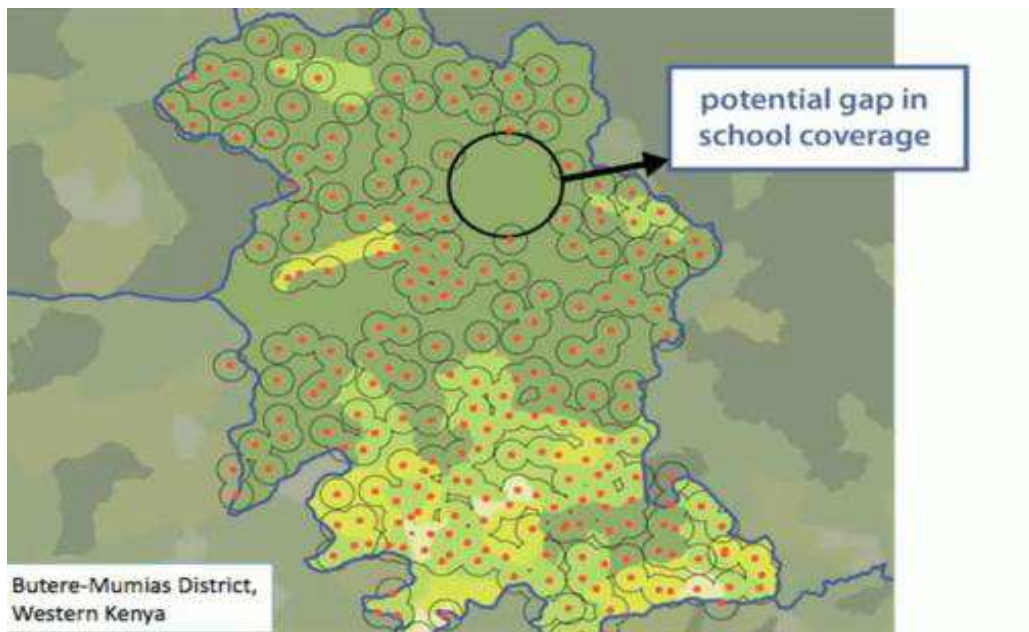
Des entreprises spécialisées se profilent sur ce marché, avec comme principal argument et logique l'aide à la décision, dans la mesure ou le traitement des données fait reculer la rationalité limitée pour plus d'intelligence et de pertinence, apportant des plus-values importantes notamment en terme de veille, de stratégies, de tendances du marché, de localisation des données (géolocalisation des données) et donc source de plus-values en terme d'analyse de marketing produit et consommation, de stratégies de proximité et de services, la valeur ajoutée de l'information accompagnant les usages^x.

Des expériences du type de la SNCF générant des services co-construits conduisent à une amélioration des services par la possibilité d'usages plus intelligents et plus souples. L'open data devrait générer ainsi d'importantes retombées économiques sur le marché de l'information, d'autant qu'à la suite des mises en place des politiques RSE (responsabilités sociales et environnementales^{xi}), les entreprises devront jouer le jeu de la transparence et de la gouvernance, pour renforcer leur légitimité comme l'explique le « livre blanc sur l'open data^{xii} ».

Toutefois les « *business models* » ne sont pas encore bien stabilisés, de même que la question des licences, mais de nombreuses applications possibles devraient être largement favorisées par le développement des applications de téléphonie mobile et de géolocalisation de services de toute nature, du type « comment trouver une pharmacie de garde ouverte le week-end ou trouver la station de métro la plus proche », autant de services qui se feront à la carte. Enfin n'oublions pas la mise en place d'importants services de données ouvertes par les institutions publiques et privées, ce qui devrait générer un important marché, tant en ce qui concerne le matériel hardware, qu'en ce qui concerne les applications logicielles, les expertises et consultances de tous ordres, sans compter les créations de postes de travail affectées à maintenance des services. Au total ceci pourrait générer effectivement plusieurs milliards d'euros si l'on raisonne en termes économiques.

Par ailleurs, avec le développement des données en tout genres, cette évolution devrait générer de fortes valeurs ajoutées tant en termes d'usages qu'en terme d'aide à la décision et au développement, grâce à une meilleure synergie des actions et des acteurs. Par une meilleure couverture et rationalité des actions, la plus-value de l'information joue un rôle très important dans le développement de l'activité comme le montre l'indien Sanjay Pradhan dans sa conférence « comment l'open data a changé l'aide internationale^{xiii} ». Une plus grande cohérence et intelligence des aides et actions se réalise à partir de données issues du terrain et en croisant ces informations pour une rationalité plus grande des actions. Le processus informationnel devient la source et l'origine d'actions plus délimitées, ciblées et efficaces. A terme c'est donc l'optimisation de l'action économique et de l'action tout court qui sera visée

par l'open data et impactera en profondeur la plupart de nos usages et actions. En cadrant plus finement les contextes spatio-temporels et l'accessibilité des ressources sur des territoires spécifiques, se développe ainsi une sémio-pragmatique numérique, sociale et cognitive de l'opérabilité et de la connaissance (comme trouver un distributeur de billets dans un rayon de 15 km par exemple...).



Source : Sanjay Pradhan: *How open data is changing international aid* - YouTube

Le Gouvernement web 2.0

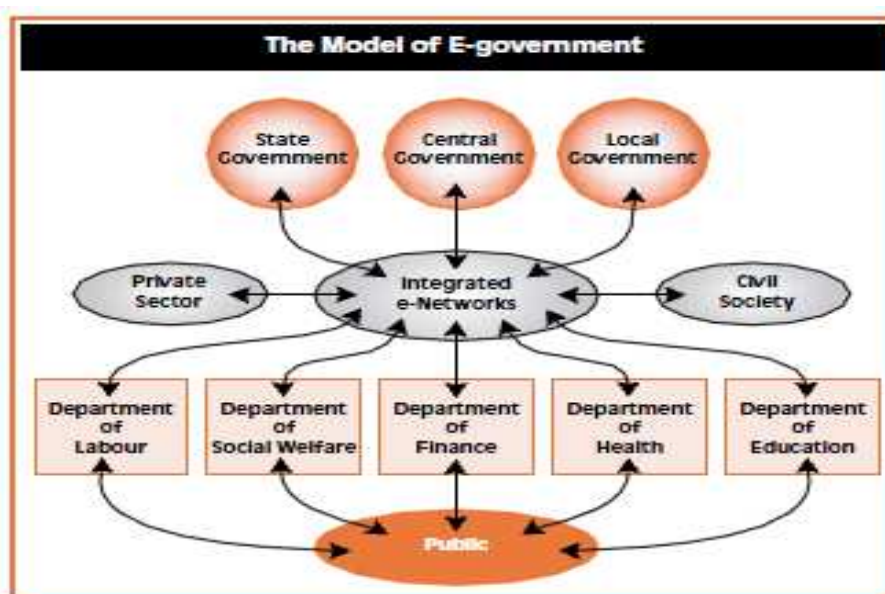
Aussi n'est-il pas étonnant, dans cette logique liant et optimisant information et action, que la question de l'open data et du numérique en général soit liée aux questions de gouvernance du numérique et de l'accessibilité à tous les citoyens. Le concept de gouvernement 2.0 a été créé par Tim O'Reilly, qui fut également l'un des inventeurs du concept de web 2.0. Le gouvernement 2.0 se définit par l'utilisation des outils collaboratifs du web 2.0 pour rendre un gouvernement plus ouvert, transparent, collaboratif, réactif et efficace. Selon un article de libertic^{xiv} consacré à cette question, les cinq piliers du gouvernement web.2.0 seraient « **l'ouverture** : ouverture des données pour informer au mieux les citoyens et assurer la transparence, le **dialogue**: présence sur les réseaux sociaux, tchats, blogs, relations directes avec les citoyens/usagers , la **participation**, la **collaboration** et l'**optimisation**: meilleurs rendements, gain de temps et d'argent, services optimisés». ^{xv}



Source : <http://www.whitehouse.gov/> janvier 2013

D'où la mise en place dans les années 2009 de l' « *Open Government Initiative* » voulue par le président américain Barack Obama, essentiellement basée sur ces notions de transparence, de participation, de collaboration, d'ouverture, de démocratie, d'efficacité et d'efficience dans l'action de son gouvernement.

Ce modèle mis en place par les Etats Unis est plus largement un modèle recommandé par les Nations-Unies. Le rapport « *E-government Survey* » de 2012, recommande aux Etats d'appliquer le principe de l' « *E-gouvernement* » pour la centralisation de leurs informations autour d'une plate-forme intégrant l'ensemble de leurs services numériques. Ce modèle mis en place par 42 pays sur 197 états reconnus par les Nations Unies^{xvi} est en passe de s'universaliser au niveau mondial. L'ONU est par ailleurs une des 4 grandes organisations internationales à s'être lancée sur une politique volontariste dans ce domaine.

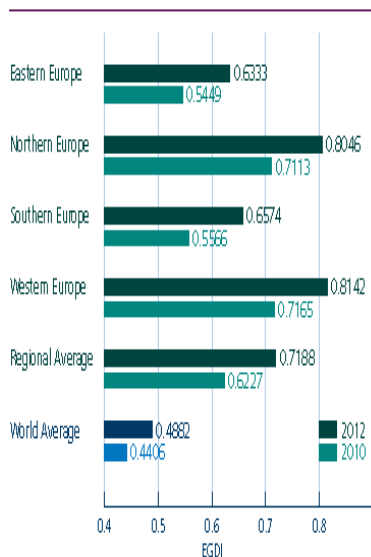


Source : <http://unpan3.un.org/egovkb>

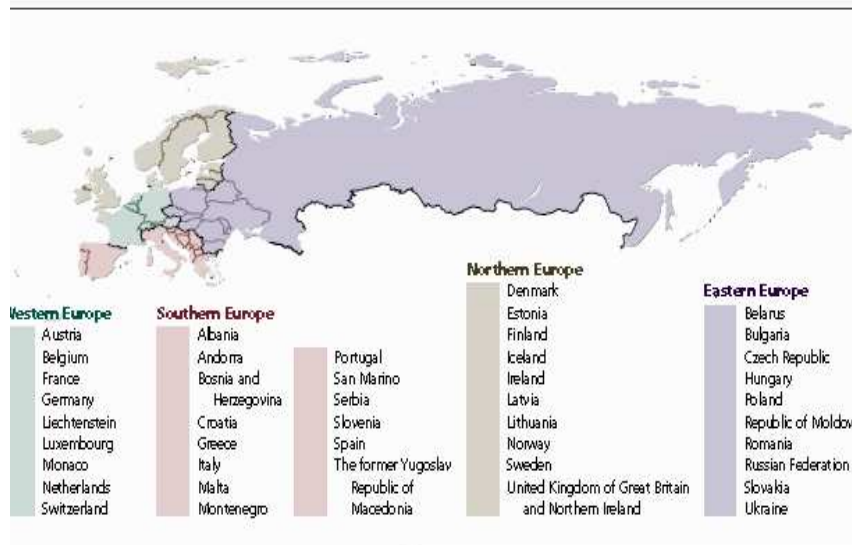
La question de la gouvernance numérique devient un indicateur important dans l'évaluation des pays. Les Nations Unies publie depuis quelques années un classement mondial des nations en terme de développement numérique, basé sur trois facteurs essentiels : les services en ligne, le développement de l'infrastructure de télécommunications et le capital et compétences humaines. Ces trois indicateurs alimente le « *e-government index* » et permet de comparer les états dans leur politique de gouvernance numérique, mais également de constater les disparités existantes au niveau mondial (avec par exemple un taux moyen de 0,2780 pour l'Afrique et de 0,7188 pour l'Europe)... Lors de ce classement en 2012, la République de Corée arrivait en tête avec un indice de 0,9238, suivi des Pays bas (0,925), Angleterre (0,8960), Danemark (0,8889), Etats-Unis (0,8687), la France arrivant en sixième position avec un indice de 0,8635, suivie de la Suède. (0,8559). La Roumanie arrivait au 62° rang mondial, mais avait largement progressé depuis 2003, puisqu'elle était classée 99° cette année-là.

La carte suivante montre les disparités existantes au niveau de l'Europe. Les moyennes restent cependant nettement supérieure au reste du monde, quels que soient les pays européens.

Figure 1.12 Regional e-government
In Europe



Map 1.4 Sub-regions of Europe



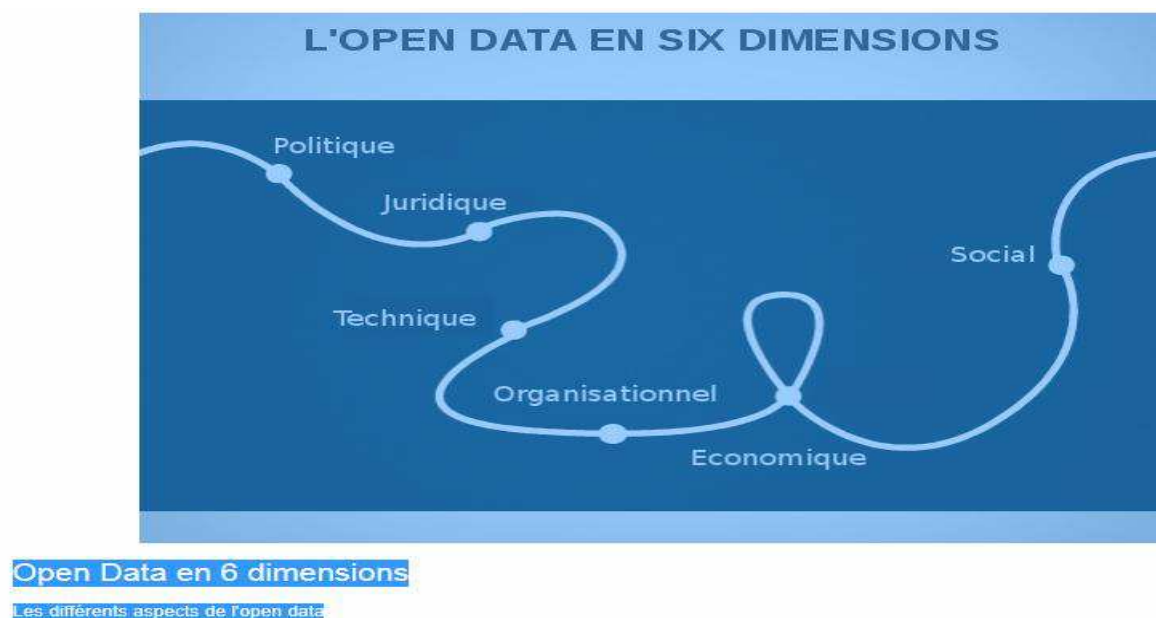
Source : <http://unpan3.un.org/egovkb>

Une série de convergences idéo-logiques

Le phénomène des open data n'est pas un simple épiphénomène technique et technologique. Il correspond à un mouvement plus profond de l'évolution historique de nos sociétés, phénomène qui s'ancre dans des dimensions idéologiques, au sens premier de logique des idées. Parmi ces logiques qui se croisent et s'entremêlent, on a pu évoquer en début d'article l'importance du phénomène du « *big data* » et la prolifération du numérique en matière

d'information. Mais on peut également évoquer le concept d'Etat-marché (Noyer Jean-Max, 2012), l'Etat étant lui-même soumis aux contraintes symboliques de sa légitimité et de sa reconnaissance par les citoyens. Corolairement à cet Etat-Marché transparaît le phénomène de la transparence. Transparence des budgets publics, transparence des chiffres, des données, des politiques publiques. La transparence apparaît au coeur du contrat démocratique^{xvii}. On voit également apparaître la philosophie de l'open, de l'ouverture, de la réticularisation, des échanges, corollaire de cultures et de sociétés post-cybernétiques. On voit poindre également le mythe de la gouvernance, concept générique qui se diffuse à travers l'ensemble des espaces et institutions organisationnels que ce soient les états, les cités (par ailleurs historiquement liés dans l'histoire de l'humanité), les territoires où les organisations privées. En filigrane apparaissent également de ce modèle les dimensions de la décision, de l'information, de la synergie, de la coopération, de l'efficacité, dans leurs rapports aux contextes d'action et à leurs pertinences.

On peut également voir transparaître la notion de soutenabilité (*sustainable development*) qui constitue un des piliers politiques du projet. Ne devient légitime que ce qui est soutenable par un ensemble de parties prenantes, et en priorité les citoyens eux-mêmes qui sont au centre du projet démocratique. Il y a également en toile de fond de ces logiques, la logique post moderne de l'Hyper. Hypersymbolique pour reprendre l'expression d'Alvin Toffler ; hyper liens, hyper data, hyper connexions, hypermédias, hyper-république, hyper citoyenneté pour reprendre le titre de Pierre Lacoste et de Bernard Vincent^{xviii}, hyperespace numérique. A bien des égards nous rentrons avec le numérique dans l'ère de l'Hyper interconnecté et global.



Source : <http://libertic.wordpress.com/libertic/>

Enfin on l'a vu même si le modèle économique est encore peu stabilisé, il est clair que le phénomène de l'open data a devant lui d'immenses potentialités tant en terme de couvertures de territoires (villes, régions, Etats) que d'applications possibles.

Tout cela n'est bien sur rendu possible que par la convergence de facteurs qui permettent son hybridation. Le vivant n'est-il pas lui-même source d'hybridation... Libertic y voit au moins la convergence de six dimensions principales que sont les sphères politique, juridique, technique, organisationnelle, économique et sociale. Nous y voyons pour notre part la convergence de phénomènes idéo-logiques et structuro-techniques, liées au développement de ce que l'on appelle aujourd'hui « la société de l'information », avec ses trois piliers que sont la transparence, la participation et la collaboration. Tout cela n'est-il pas cristallisé dans le discours du président Barack Obama du 29 janvier 2009, sous la bannière « *Empowering People* » :

« *We will work together to ensure the public trust and establish a system of transparency, public participation, and collaboration. Openness will strengthen our democracy and promote efficiency and effectiveness in government* »^{xix}.

En guise de conclusion sur cette partie consacré à la dimension idéologique de l'open data nous laisserons le mot de la fin à Armand Mattelard^{xx} : « la reconnaissance de la place des biens publics comme outil d'accomplissement de l'idéal démocratique n'a en effet de sens que si elle s'accompagne de la reconnaissance du rôle des citoyens dans la gestion de la société », pour bien montrer que le phénomène de l'open data repose d'abord et avant tout sur un profond substrat, voire contrat, idéo-logique social, économique, citoyen et technique, situé au cœur même de la société de l'information.

ⁱ Le site data.gouv.fr cite outre l'Europe 24 pays officiellement engagés dans l'open data dont le Kenya, la Tunisie, l'Australie, mais aussi Singapour, Honk kong etc.

ⁱⁱ Tim Berner Lee : http://www.dailymotion.com/video/x8omty_tim-bernerslee-the-next-web-of-open_tech

ⁱⁱⁱ L'intérêt de l'open data est de rapidement constituer des bases de données exploitables et visualisables sur de grandes échelles et de recenser des données pouvant ensuite être visualisées pour avoir une dimension « écologique » de la réalité en créant des espaces significatifs nouveaux comme par exemple cette carte recensant les projets d'aide humanitaire à l'échelle mondiale recensant 1143 projets de 48 ONG <http://maps.google.com/maps/ms?ie=UTF8&oe=UTF8&mmsa=0&msid=105833408128032902805.00048bfba4ecb314e822> [Consulté le 29 novembre 2012]

^{iv} Etude IDC-EMC « Extracting value from chaos » citée par Delphine Cuny sous le titre « "Big data" : la nouvelle révolution », Virginia Rometty, La tribune, n° 42, 29 mars au 4 avril 2013, p. 4 cité par wikipédia http://fr.wikipedia.org/wiki/Big_data#Volume. Avril 2013

The big data revolution, CNRS international magazine, N° 28, janvier 2013.

<http://www.cnrs.fr/fr/pdf/cim/28/#/1> cité par wikipédia http://fr.wikipedia.org/wiki/Big_data#Volume. avril 2013

^{vi} Tim Berner Lee : http://www.dailymotion.com/video/x8omty_tim-bernerslee-the-next-web-of-open_tech

^{vii} <http://donneesouvertes.info/2012/03/12/ou-est-le-marche-de-lopen-data>

^{viii} <http://data.london.gov.uk/blog/open-data-ireland-where-are-we-now>

^{ix} <http://pro.01net.com/editorial/557746/techdays-2012-valorisation-de-l-open-data-un-marche-de-50-milliards-d-euros>. Avril 2013

^x On se réfèrera à ce sujet à l'article « Gouverner la cité à l'âge des données ouvertes et de la connexion généralisée » publié par France télécom (<http://www.ffttelecoms.org/articles/gouverner-la-cite-lage-des-donnees-ouvertes-et-de-la-connexion-generalisee>) [Consulté le 29 novembre 2012]

^{xi} A van Cuyck A., Le 8ème S – La RSE entre espace discursif, mise en scène et action. Les enjeux d'une nouvelle légitimité institutionnalisante de la participation, l'adhésion, la solidarité et la gouvernance. Communication au 17ème Colloque bilatéral franco-roumain "La communication entre logiques marchandes et logiques solidaires", Bucarest, 10-12 juin 2010.

^{xii} Livre blanc sur l'Open Data : quels enjeux et opportunités pour l'entreprise ? Bluenove, en partenariat avec SNCF, Le Groupe La Poste, SUEZ

ENVIRONNEMENT, Groupe – BVA Novembre 2011.

<http://www.blunenove.com/publications/actualite/publication-du-livre-blanc-open-data-quels-enjeux-et-opportunites-pour-lentreprise/> [Consulté le 29 novembre 2012]

^{xiii} Sanjay Pradhan: How open data is changing international aid - YouTube-avril 2013

^{xiv} <http://libertic.wordpress.com/2010/03/26/le-gouvernement-2-0-debarque-en-france/> avril 2013

^{xv} <http://libertic.wordpress.com/2010/03/26/le-gouvernement-2-0-debarque-en-france/>

^{xvi} 193 états membres sur 197 Etats reconnus dans le monde en 2013.

^{xvii} Un colloque international été consacré au thème de la transparence à Louvain en 2013.

^{xviii} La Coste P., Bernard V., L'Hyper-République : bâtir l'administration en réseau autour du citoyen, Secrétariat d'Etat à la réforme de l'Etat, Secrétariat d'Etat à la réforme de l'Etat, Janvier 2003.

^{xix} President Barack Obama, January 21, 2009, site de la maison blanche : <http://www.whitehouse.gov>

^{xx} Mattelard, A. la société de l'information, la Découverte, 2012 P.110-111.)

Bibliographie

Rapport des Nations Unies, e government survey, e government for the people, 2012.

<http://unpan3.un.org/egovkb/>

Circulaire du 26 mai 2011 relative à la création du portail unique des informations publiques de l'Etat « data.gouv.fr » par la mission « Etalab » et l'application des dispositions régissant le droit de réutilisation des informations publiques. JORF n°0123 du 27 mai 2011 page 9140 texte n° 5 -

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024072788->

Brugière, A. Népote, C. Guide pratique de l'ouverture des données publiques territoriales : Guide à l'usage des territoires et de leurs partenaires, version de travail n° 1, FING, janvier 2011.

La Coste P., Bernard V., L'Hyper-République : bâtir l'administration en réseau autour du citoyen, Secrétariat d'Etat à la réforme de l'Etat, Secrétariat d'Etat à la réforme de l'Etat, Janvier 2003.

Mattelard, A. La société de l'information, la Découverte, 2012.

Livre blanc sur l'Open Data : quels enjeux et opportunités pour l'entreprise ?

Blunenove, en partenariat avec SNCF, Le Groupe La Poste, SUEZ

ENVIRONNEMENT, Groupe – BVA Novembre 2011.

<http://www.blunenove.com/publications/actualite/publication-du-livre-blanc-open-data-quels-enjeux-et-opportunites-pour-lentreprise/> [Consulté le 29 novembre 2012]

Noyer JM, Carmes M, Le Mouvement « Open Data », décembre 2011, LIRE, décembre 2011. Noyer JM, La transformation numérique: quelques procès en cours Narratique, Empire, Entreprise, Datamining , Forme courtes..., , Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication, Publisher, Sfsic.Lire, 2012. van Cuyck A., Le 8ème S – La RSE entre espace discursif, mise en scène et action. Les enjeux d'une nouvelle légitimité institutionnalisante de la participation, l'adhésion, la solidarité et la gouvernance. Communication au 17ème Colloque bilatéral franco-roumain "La communication entre logiques marchandes et logiques solidaires", Bucarest, 10-12 juin 2010.

France télécom , « Gouverner la cité à l'âge des données ouvertes et de la connexion généralisée »

(<http://www.fftelecoms.org/articles/gouverner-la-cite-lage-des-donnees-ouvertes-et-de-la-connexion-generalisee>)

[Consulté le 29 novembre 2012]

The big data revolution, CNRS international magazine, N° 28, janvier 2013.

<http://www.cnrs.fr/fr/pdf/cim/28/#/1>

Principaux sites cités

data.gov pour les Etats-Unis

data.gov.uk pour l'Angleterre

data.gov.au pour l'Australie

cat.open.org.nz pour la Nouvelle Zélande

data.gov.fr pour la France

Maison blanche : <http://www.whitehouse.gov>

ville de Paris : <http://opendata.paris.fr>

regards citoyens : <http://www.regardscitoyens.org/>

Libertic : <http://libertic.wordpress.com>